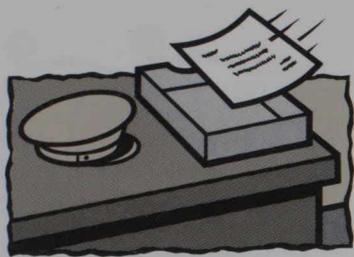


CHRONIQUE DE LA DÉFENSE



Les missiles balistiques et la crise du Golfe

La crise du Golfe a remis une fois de plus, la question de la prolifération des missiles balistiques sur le devant de la scène. L'Irak disposerait en effet de trois types de missiles appartenant à cette catégorie : le *Scud-B*, un missile soviétique de portée intermédiaire pouvant atteindre des objectifs situés à 300 kilomètres et deux missiles de conception irakienne inspirés du *Scud-B*, soit l'*al-Husayn* et l'*al-Abbas*. Le premier, qui a une portée de 650 kilomètres, est muni d'un plus grand réservoir de carburant et d'une ogive plus importante que le missile soviétique. L'*al-Abbas*, modèle plus avancé, est capable de détruire des cibles situées à 900 km. L'Irak a également entrepris la mise au point d'une fusée à trois étages, l'*el-Abid*, qui servira à placer des satellites sur orbite, mais qui pourrait aussi être utilisée comme missile de portée intermédiaire.

Le 5 septembre, le Secrétariat d'État américain a octroyé un permis d'exportation de tubes enveloppes de missiles vers le Brésil, ce qui, outre constituer un revirement politique, lui a valu des critiques. En effet, plusieurs journalistes affirment que le Brésil et l'Irak ont signé, en 1989, des contrats portant sur des projets conjoints de missiles et de satellites, mais, ces affirmations n'ont été ni confirmées ni démenties par les autorités brésiliennes.

En septembre, on a rapporté dans la presse qu'en 1989 également, les services de renseignement occidentaux avaient détecté, en Irak, l'essai d'un missile armé d'une ogive chimique. Selon la presse toujours, Bagdad aurait essayé, en vain, de conclure une entente avec Nouakchott qui lui aurait permis de poursuivre ses essais dans les régions désertiques de Mauritanie. L'Irak s'est servi d'armes chimiques à plusieurs reprises dans les derniers épisodes de la guerre contre l'Iran, principalement sous la forme de

boîtes larguées depuis des avions. L'Irak produit du gaz moutarde et des gaz neurotoxiques dont il posséderait d'importantes réserves.

Interception des missiles balistiques

Le 9 septembre, Israël a procédé à un premier essai en vol de son missile anti-missile balistique tactique *Arrow*, conçu pour intercepter et détruire les missiles balistiques à moyenne et courte portées du genre *Scud*. Même si l'essai a été couronné de succès, les représentants israéliens ont souligné que de nombreux autres essais étaient nécessaires avant de décider de sa fabrication en nombre. La mise au point du missile *Arrow* est co-financée par Israël et les États-Unis.

Entre temps, à Washington, des hauts fonctionnaires américains ont affirmé que les événements du Golfe montrent à quel point l'Initiative de défense stratégique (IDS) est importante. En juillet, M. Henry Cooper, l'un des négociateurs américains aux pourparlers à Genève sur la Guerre des étoiles et grand partisan de l'IDS, a été nommé directeur du programme IDS. Devant la menace de compressions budgétaires risquant de toucher le programme de recherche, il a fait valoir toute l'importance de l'IDS comme un moyen de contrer la prolifération des missiles balistiques. Il s'agissait peut-être d'un hasard, mais au mois d'août, le Sénat a proposé de réorienter les fonds devant servir au développement de technologies spatiales «exotiques» vers les systèmes de défense terrestres mettant en oeuvre des missiles balistiques, ce qui, à court terme, menacera moins l'avenir du traité ABM et offrira plus de possibilités dans l'immédiat en matière de protection contre les missiles à courte et moyenne portées.

Le budget de la défense des États-Unis

Vers la fin octobre, les membres du Comité mixte de la Chambre et du Sénat sont finalement arrivés à un compromis en ce qui concerne le budget de la défense des États-Unis pour l'exercice 1991. Les dépenses totales autorisées s'élèvent à 288,3 milliards de dollars. Même si de nombreux programmes ont été éliminés, aucun des grands projets n'a été abandonné. Le budget de l'IDS a été établi à 2,9 milliards de

dollars, ce qui représente presque 2 milliards de moins que la somme demandée par le Pentagone. Les fonds alloués pour le développement du *B-2* sont très proches de ceux demandés, mais la polémique a continué entre le Sénat et la Chambre quant à l'avenir du programme. Le Secrétaire à la Défense, M. Richard Cheney, a défendu l'IDS avec ardeur, mais il a dévoilé ses propres intentions à la mi-août, en rayant neuf destroyers et un sous-marin de la liste des bâtiments devant être construits pour la Marine. En éliminant ainsi l'un des deux sous-marins d'attaque perfectionnés *Seawolf*, il a donné aux détracteurs du programme *Seawolf* au Congrès une occasion rêvée de réclamer son annulation pure et simple. Si la menace soviétique continue de s'estomper, il se pourrait fort bien que ces sous-marins, qui coûtent 1,2 milliards de dollars pièce, soient jugés superflus.

Refonte de la politique de défense des États-Unis

Alors que le budget de 1991 promettait peu de changements en dehors des mesures de restriction, la politique de défense à long terme, par contre, semble vouer à un remaniement. Avant l'invasion du Koweït par l'Irak, le Pentagone avait proposé une restructuration complète des forces militaires américaines en partant du principe que le budget de la défense serait réduit de 10 p. 100 sur cinq ans. Le plan, apparemment établi sous la direction du général Colin Powell, le chef d'état-major interarmes, et qui a été soumis au président en juin, se fonde sur la supposition suivante : une fois que les Soviétiques se seront retirés de l'Europe de l'Est, il leur faudra jusqu'à deux ans pour organiser une offensive de grande envergure contre l'Europe de l'Ouest. Dans le plan, on propose de ramener les effectifs américains stationnés en Europe à quelque 100 000 à 125 000 hommes, dans le cadre d'une réduction générale qui diminuera les effectifs actuels d'un demi-million d'hommes par rapport aux 2,1 millions actuels.

Autres réductions importantes : le nombre de groupes de porte-avions passerait de quinze à onze et le nombre de divisions militaires actives, de dix-huit à douze. Par ailleurs, on mettrait sur pied deux divisions «reconstituables», qui accumuleraient

du matériel et seraient dirigées par une poignée d'officiers permanents. De plus, il sera possible de rappeler rapidement les réservistes pour rendre les divisions opérationnelles. D'une façon générale, le plan met plus l'accent sur l'intervention dans divers types de conflits régionaux que sur la défense de l'Europe de l'Ouest contre une invasion soviétique.

La fin de la Seconde guerre mondiale

Le 12 septembre, les pays victorieux de la Seconde guerre mondiale ont renoncé à leurs droits d'occuper Berlin, mais l'événement a été largement éclipsé par la crise du Golfe. À Moscou, les ministres des affaires étrangères britannique, français, américain et soviétique ont signé un traité, marquant la dernière étape du processus de règlement final avec l'Allemagne. Appliquant la formule des «deux plus quatre» adoptée à Ottawa en février, les quatre pays occupants ont, en effet, renoncé au droit de maintenir des corridors aériens jusqu'à Berlin, de surveiller l'administration de la ville et de tracer les frontières de l'Allemagne. En contrepartie, les deux Allemagne ont accepté que le pays réunifié ne dispose que d'une armée limitée et n'acquière pas d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques et que son territoire ne s'étende pas au-delà des frontières existantes. Le 2 octobre 1990, les deux Allemagne se sont officiellement unifiées.

Les effectifs combinés des deux armées, qui s'élèvent à plus de 600 000 hommes à l'heure actuelle, seront réduits à 370 000 hommes au cours des quatre prochaines années. Aux termes d'un accord distinct, l'Allemagne a versé 7,5 milliards de dollars américains à Moscou pour l'aider à rapatrier ses soldats. La nouvelle Allemagne fera partie de l'OTAN, mais devra toutefois se plier à certaines restrictions. Jusqu'en 1994, les unités allemandes assignées à l'OTAN ne pourront pas être déployées en Allemagne de l'Est. Après 1994, seules les unités allemandes de l'OTAN pourront être envoyées dans cette partie du pays, mais sans armes nucléaires. □

— DAVID COX